

# CURRICULUM VITAE

## I. ETAT CIVIL



1. **Nom de famille :** Ould Mohamedou Walata
2. **Prénom :** Baba
3. **Date de naissance :** 1955
4. **Lieu de naissance :** Néma
5. **Nationalité :** Mauritanienne
6. **Situation familiale :** marié et père de 5 enfants
7. **Téléphone :** 00 222 36 26 54 13 et 00 222 22 49 40 25
8. **E-mail :** [babamdou@yahoo.fr](mailto:babamdou@yahoo.fr)

## II. ETUDES

Institution [Date début - Date fin ]	Diplôme(s) obtenu(s)
Ecole primaire de Kiffa 1963 à 1969	CEPE (Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires)
Ecole normale des Instituteurs ENI de Nouakchott 1969 à 1973	DFEN (Diplôme de Fin d'Etudes Normales)
Lycée des Garçons Nouakchott 1976 à 1979	BAC C (Baccalauréat Série Mathématiques)
Université Mohamed V Rabat 1981 à 1985	Maîtrise (licence de 4 ans avec option) en économie (option économétrie)

## III. Autres compétences

### 3.1. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Parlé	Écrit
Français	Très bien	Très bien	Très bien
Arabe	Très bien	Très bien	Très bien
Anglais	Moyen	Moyen	Moyen

### 3.2. Connaissances informatiques

Maîtrise parfaite du Pack Office (Word, Excel et PowerPoint,)

### 3.3. Qualifications principales

#### a. Gestion évaluation des projets et programmes de développement

- Montage et gestion des projets de développements ;
- Evaluation et audit des programmes et projets de développement
- Elaboration des situations de référence et des indicateurs de suivi d'impact (enquêtes et exploitation documentaire)
- Evaluation : Conception d'outils, conduites des enquêtes, analyse et publication rapports

#### b. Secteur de la Sécurité alimentaire et des interventions

- Coordination de systèmes d'alertes précoces et de suivi des marchés céréalière
- Etudes d'impacts socio-économiques et évaluation d'opérations d'intervention d'urgence
- Plans et programmes de contingence ou de résilience
- Elaboration des bilans céréalières ex post et prévisionnels et évaluation des besoins d'intervention au profit de populations sinistrées ;
- Evaluation des récoltes et suivi des mécanismes de vie des agriculteurs
- Etude des circuits de commercialisation des produits alimentaires
- Etudes des couts et marges au niveau de la filière agricole et notamment céréalière

#### c. Mise en œuvre de microprojets ou d'AGRs en milieu rural

- Etude de faisabilité et rentabilité des micro-projets en milieu rural
- Etude des mécanismes de microcrédits (conception et vulgarisation des requêtes de Financement)

#### d. Marchés publics et règles de la propriété intellectuelle et du commerce international

#### e. Expert agréé auprès des tribunaux pour les audits et expertises financières et comptables

#### IV. Expérience professionnelle :

Période	Employeur ou personne de référence	Position	Description
Du 31/12/2015 à ce jour	Travaille pour son compte	Consultant individuel	Plusieurs consultations pour le compte du PNUD, CILS/OCDE, BM/BCR, CSA/CEDEAO, DGSCGC/PNUD, UNDRR, TAAZOUR, etc. <b>(Voir détails en partie VI du CV ETUDES ET TRAVAUX)</b>
de mai 2012 au 31/12/2015	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Président de la Commission de Passation des marchés Publics	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préparation et publication des plans annuels de passation des marchés du CSA</li><li>- Conduite du processus de passation des marchés jusqu'à l'attribution définitive</li><li>- Suivre l'exécution des marchés et préparer des rapports à la Commission</li></ul>

			Nationale de Contrôle des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics
de Décembre 2007 à Mai 2012	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Directeur des Programmes	<p>Le Directeur des Programmes conduit l'équipe chargée de la conception et de la mise en œuvre des différents programmes microprojets. Il est notamment directeur national des programmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Volet « Ressources en eau » du programme de Pays du PAM ;</li> <li>- Volet VCT de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) financée par le PAM ;</li> <li>- Coordinateur National du programme VPP, un programme de microprojets financé pour un milliard d'ouguiya sur une aide alimentaire américaine et cogéré avec l'Ambassade des Etats Unis à Nouakchott ;</li> <li>- Coordinateur national du projet de « Réduction de la Pauvreté, de soutien à la Sécurité Alimentaire et de Lutte contre la Malnutrition dans les wilayas du Nord » financé par la coopération italienne pour 4 millions d'euros et travaille dans les domaines de la Nutrition et des Microprojets.</li> </ul> <p>Il est membre des structures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité Technique de Suivi de l'IPSR (en assure le Secrétariat)</li> <li>- Comité Technique de Suivi du Programme de Pays (en assure le Secrétariat) ;</li> <li>- Comité d'Orientat ion et de Suivi du PASC</li> <li>- Comité de Pilotage du PDRC</li> </ul>
de septembre 2008 à	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Directeur Administratif et Financier par intérim	Conjointement avec le poste de Directeur des Programmes, j'ai assuré l'intérim du DAF qui consiste en :

décembre 2009			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer et suivre l'exécution du budget principal du CSA et des budgets des différents projets et programmes qu'il gère et les faire approuver par le Conseil de Surveillance</li> <li>- Superviser la préparation des opérations de fin d'exercice et faire approuver les comptes par le Conseil de Surveillance</li> <li>- Gérer un personnel de l'ordre 300 employés répartis entre Nouakchott et les 12 wilayas du pays (salaires, congés, déploiements, retraites, formation, promotions, sanctions, etc.)</li> <li>- Suivre et rapprocher une trentaine de comptes auprès du Trésor, de la Banque Centrale et de toutes les banques primaires de Nouakchott</li> <li>- Elaborer des rapports financiers périodiques à l'attention de l'Etat (Ministère des Finances) et des partenaires (PAM, Japon, Italie, Etats Unis)</li> </ul>
de Février 2007 à Décembre 2007	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Conseiller du Commissaire	<p>Le conseiller du Commissaire chargé des stratégies de sécurité alimentaire s'occupe notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation avec la Direction de l'Observatoire de la Sécurité alimentaire des bilans et alimentaires et donc des déficits alimentaires et besoins d'intervention d'urgence</li> <li>- La participation à l'élaboration des politiques sectorielles et le suivi de l'exécution de la matrice du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté</li> <li>- Participer à l'élaboration des requêtes et aux négociations avec les partenaires du CSA et</li> </ul>

			<p>montage des projets et programmes à faire financer par les partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer à l'élaboration des plans d'action et rapports annuels d'activités</li> </ul>
de mai 2005 à Février 2007	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Inspecteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduire des missions d'audit et d'inspection dans les différentes structures assurant une gestion (Direction du transport, Direction des stocks, services administratifs et financiers, exécution des projets, Délégations Régionales, etc.</li> <li>- Produire les rapports de mission et proposer les mesures disciplinaires mais aussi les ajustements de procédures</li> <li>- Assurer le suivi, auprès des tribunaux, des dossiers de détournements ou de déficits de gestions pendants devant ces tribunaux</li> </ul>
d'Avril 2002 à Février 2005	L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle OMPI.	Consultant	<p>Au sein d'une unité chargée d'apporter un appui aux Pays les Moins Avancés PMA pour mettre leurs structures de la propriété intellectuelle et leurs législations aux normes pour répondre aux exigences de l'accord sur les aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce ADPIC, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les services et structures chargés du droit d'auteur et/ou de la propriété industrielle au niveau de chaque PMA membre de l'OMPI</li> <li>- Concevoir les programmes et plans de formation à mettre en œuvre à l'attention services techniques, des magistrats, des douaniers, etc.</li> <li>- Préparer les besoins des pays en assistance matérielle comme des</li> </ul>

			<p>projets d'appui institutionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- produire des brochures et des guides à l'intention de ces pays</li> </ul>
d'Octobre 2000 à mars 2002	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Directeur des Stocks et transports	<p>L'activité du CSA était l'époque et demeure essentiellement constituée des Stocks et transports en ce sens qu'il manipulait annuellement plus de 100 000 tonnes de produits alimentaires et disposait d'un parc de l'ordre de 30 camions et le travail du Directeur des Stocks consistait à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduire une équipe de l'ordre d'une centaine de personnes : services, magasiniers, chauffeurs, mécaniciens, etc.</li> <li>- Conduire et ordonner toutes les opérations d'entrée ou de sortie</li> <li>- Rapprocher les stocks de fin de périodes en exploitant les rapports des structures et produire les rapports mensuels et annuels de stocks</li> </ul>
de Janvier 2000 à Octobre 2000	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Directeur de l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire	<p>Créé en 2000 dans le cadre d'une restructuration du CSA bénéficiant d'un important appui de l'UE, le premier directeur de l'Observatoire devait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place la structure : meubler l'organigramme, acquérir les équipements, etc.</li> <li>- Asseoir son approche de travail méthode collecte des données, fiches de suivi de suivi de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire</li> <li>- Diriger le dispositif national de suivi de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce :</li> <li>- Production des bilans céréaliers prévisionnels et ex post et déterminer le déficit annuel</li> <li>- Conduire une enquête annuelle pour définir la carte des zones à risque et</li> </ul>

			le nombre de personnes vulnérables
de Février 1998 à Janvier 2000	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Conseiller du Commissaire	<p>Le conseiller avait en charge, à l'époque, deux dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La formulation et mise en œuvre du programme PACSA qui vise une restructuration financée à 18 millions d'ouguiyas par l'Union Européenne</li> <li>- Les négociations avec le PAM qui, durant la période, devait changer son mode d'intervention en Mauritanie</li> </ul>
de Mai 1997 à Février 1998	Projet PNUD MAU /94 /006	Expert National PNUD : Suivi-évaluation du Projet	<p>Le projet PNUD MAU /94 /006 est un appui au programme de microréalisations Vivre Contre Travail menée par le CSA et le PAM et l'expert doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Former les bénéficiaires sur les meilleures manières de tirer profit des infrastructures qui leur ont été réalisées par la formule Vivre Contre Travail (VCT)</li> <li>- Identifier et étudier des projets complémentaires pouvant offrir une complémentarité avec les activités VCT et chercher les sources potentielles de financement des projets ainsi identifiés</li> <li>- Faire des évaluations d'impact les activités <b>des</b> microréalisations VCT sur les populations.</li> </ul>
d'Octobre 1994 à Mai 1997	Projet de Lutte Contre l'Ensamblage et de la Mise en Valeur Agro-Sylvo-Pastorale PLEMVASP, UNO /MAU/01/NSO	Expert National (FAO) : Suivi-évaluation du Projet	<p>Le travail de l'expert économiste dans un projet forestier s'articule autour de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer les coûts unitaires des réalisations des activités forestières du projet ;</li> <li>- Etudier l'impact des activités de reboisement sur la vie des populations des sites ;</li> <li>- gérer une ligne de crédit de 100 000 dollars pour la mise en place d'activités</li> </ul>

			génératrices de revenus dans les sites projets
de Novembre 1991 à Octobre 1994	. Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Chef du Service du Système d'information sur les marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration de mercuriales</li> <li>- Suivi d'un nombre de marchés nationaux et frontaliers et produire une situation des prix de gros et de détail</li> <li>- Suivre les prix sur les marchés internationaux, les frais d'approche et calculer la formation des prix afin de mettre ces données à la disposition des utilisateurs à travers la publication d'une note mensuelle</li> </ul>
de Mai 1987 à Novembre 1991	. Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Contrôleur	Le contrôle des différents pôles de gestion du CSA

#### V. Etudes et Travaux

Date	Commanditaire	Thème
En cours	L'UNDRR en partenariat avec le Ministère l'Environnement et Développement Durable	Elaboration d'une Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (SNRRC)
Novembre 2025	CSA/Projet PRACEM	Elaboration du Manuel de procédures du Projet PRACEM
Octobre /novembre 2024	Ministère du Commerce et du Tourisme	Etude du marché des produits alimentaires en Mauritanie
Novembre 2023	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Elaboration du Document de projet du « <b>Projet de de Résilience Alimentaire dans le Centre-Est Mauritanien (PRACEM)</b> » financé par la Coopération italienne.
Août/septembre 2023	Ministère du Commerce, de l'Industrie de l'Artisanat et du Tourisme	Etude relative à la mise en place d'un système de suivi des marchés et des approvisionnements

<b>05/05/2022 au 31/03/2024</b>	Projet d'Appui au Plan National de Veille et de Riposte à la Pandémie COVID-19 financé par la BID et mis en œuvre par TAAZOUR	Spécialiste Suivi-Evaluation
<b>Avril à octobre 2021</b>	Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion TAAZOUR	Expert d'appui à la restructuration du programme EMEL
<b>Octobre 2020</b>	Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises (Projet de RRC au Sahel - Allocation de pays pour le soutien COVID-19» financé par le PNUD	Appui à la mise en place de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un mécanisme multisectoriel régional de coordination de la riposte</li> <li>- Une méthodologie d'évaluation des besoins des acteurs intervenant dans la riposte</li> <li>- Un dispositif de suivi des informations sur la situation des communautés résultant de la pandémie</li> </ul>
<b>Novembre 2019</b>	Commissariat à la Sécurité Alimentaire (projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest) financé par la CEDEAO	Elaboration d'une politique/stratégie de Stockage de sécurité alimentaire pour la Mauritanie
<b>Mai 2019</b>	PNUD Mauritanie pour le Projet Sécurité Humaine « Renforcer la résilience et la sécurité humaine des communautés vulnérables en milieu urbain à travers la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 ».)	Appui à : (i) la mise en œuvre des plans d'action de résilience élaborés pour T. Zeina, Rosso, Boghé, Kaédi et Tintane ; (iii) l'organisation de visites d'échanges entre communes à risques et (iii) la tenu d'un dialogue national inclusif impliquant le secteur privé sur le RRC.
<b>Janvier 20019</b>	PNUD Mauritanie pour Projet ECHO « Renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables dans la wilaya de l'Assaba face aux catastrophes et dangers multiples en Mauritanie »	Elaboration d'un schéma de remontée de l'information des informations des instances mises en place par le projet (SCAP RU et OSV) et de connexion de structures aux systèmes nationaux d'alerte précoce.

<b>Juillet à octobre 2018</b>	PNUD Mauritanie pour le Projet Sécurité Humaine « Renforcer la résilience et la sécurité humaine des communautés vulnérables en milieu urbain à travers la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 ».	Appui à l'évaluation des risques de catastrophes au niveau de 5 communes (T. Zeina, Rosso, Boghé, Kaédi et Tintane) et élaboration de 3 plans de résilience au niveau de Rosso, Kaédi et T. Zeina.
<b>Septembre/octobre 2016</b>	Bureau Lannaya consult Ouagadougou pour le compte de l'OCDE	Réalisation d'une collecte de données sur les projets et programmes de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Mauritanie
<b>Juin/juillet 2016</b>	BCR Mauritanie pour le compte de la Banque Mondiale	Participation comme consultant évaluation des coûts à la stratégie de développement du pôle de compétitivité halieutique de la zone franche de Nouadhibou
<b>2016</b>	CILSS/OCDE	Consultant national Mauritanie pour la Cartographie des projets et programmes de Sécurité Alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest
<b>1999</b>	OMPI	Les avantages et les inconvénients de l'application de l'accord sur les Aspects de la Propriété Intellectuelle qui touchent le commerce signé dans le cadre de l'OMC
<b>Février 1997</b>	CILSS	Etude pour le montage de la composante nationale du PREGEC
<b>1997</b>	Projet MAU/005 appui au SECF.	Etude sur les perspectives de participation des coopératives féminines à l'amélioration du revenu et des l'emploi des femmes
<b>1996</b>	Projet Informations Rurales (projet MDRE/FAO°	Etude sur le marché céréalière en Mauritanie, les stocks et les flux
<b>1996</b>	Projet Santé-Population (Secrétariat d'Etat à la condition féminine / Banque Mondiale)	Etude pour la réalisation de 40 microprojets générateurs de revenus (Assaba, Hodh Echagui, Brakna et Guidimakha )
<b>1994</b>	Cellule OMVS	Etude sur les coûts de production, de transformation et de

		commercialisation du Paddy en Mauritanie
1985	Mémoire de maîtrise (Université Mohamed V)	L'utilisation du multiplicateur matriciel de Leontief pour identifier le secteur dont le développement permet le plus d'entraînement à l'ensemble de l'économie : Etude d'un cas
Participation de 1988-2008 à plusieurs productions	CSA /secteur Céréaliier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentant le CSA à la finalisation des études sur la filière céréalière qui ont conduit au désengagement de l'Etat du marché céréaliier 1988</li> <li>- Coauteur du document ayant débouché sur la première restructuration du CSA en 1992</li> <li>- Participation aux évaluations et à l'élaboration des différents documents de pays de pays du PAM en Mauritanie</li> <li>- Participation à l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'appui de l'Union Européenne au CSA(PACSA) pour 18 millions d'euros 1999</li> <li>- Conception et mise en place d'un Observatoire de la Sécurité Alimentaire au CSA et son directeur durant la première année d'existence</li> <li>- Conception exécution des projets : « Programme de microprojets Vivre Pour le Progrès financé pour un milliard d'ouguiya sur une aide alimentaire américaine et cogéré avec l'Ambassade des Etats Unis à Nouakchott » et « Projet de Réduction de la Pauvreté, de soutien à la Sécurité Alimentaire et de Lutte contre la Malnutrition dans les wilayas du Nord » financé par la coopération italienne pour 4 millions d'euros »</li> </ul>

Date	Commanditaire	Thème
En cours	L'UNDRR en partenariat avec le Ministère l'Environnement et Développement Durable	Elaboration d'une Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (SNRRC)
Novembre 2025	CSA/Projet PRACEM	Elaboration du Manuel de procédures du Projet PRACEM
Octobre /novembre 2024	Ministère du Commerce et du Tourisme	Etude du marché des produits alimentaires en Mauritanie
Novembre 2023	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Elaboration du Document de projet du « Projet de de Résilience Alimentaire dans le Centre-Est Mauritanien (PRACEM) » financé par la Coopération italienne.
Août/septembre 2023	Ministère du Commerce, de l'Industrie de l'Artisanat et du Tourisme	Etude relative à la mise en place d'un système de suivi des marchés et des approvisionnements
05/05/2022 au 31/03/2024	Projet d'Appui au Plan National de Veille et de Riposte à la Pandémie COVID-19 financé par la BID et mis en œuvre par TAAZOUR	Spécialiste Suivi-Evaluation
Avril à octobre 2021	Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion TAAZOUR	Expert d'appui à la restructuration du programme EMEL
Octobre 2020	Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises (Projet de RRC au Sahel - Allocation de pays pour le soutien COVID-19» financé par le PNUD	Appui à la mie en place de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un mécanisme multisectoriel régional de coordination de la riposte</li> <li>- Une méthodologie d'évaluation des besoins des acteurs intervenant dans la riposte</li> <li>- Un dispositif de suivi des informations sur la situation des communautés résultant de la pandémie</li> </ul>
Novembre 2019	Commissariat à la Sécurité Alimentaire (projet d'appui au	Elaboration d'une politique/stratégie de Stockage de sécurité

	stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest) financé par la CEDEAO	alimentaire pour la Mauritanie
Mai 2019	PNUD Mauritanie pour le Projet Sécurité Humaine « Renforcer la résilience et la sécurité humaine des communautés vulnérables en milieu urbain à travers la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 ».)	Appui à : (i) la mise en œuvre des plans d'action de résilience élaborés pour T. Zeina, Rosso, Boghé, Kaédi et Tintane ; (iii) l'organisation de visites d'échanges entre communes à risques et (iii) la tenu d'un dialogue national inclusif impliquant le secteur privé sur le RRC.
Janvier 20019	PNUD Mauritanie pour Projet ECHO « Renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables dans la wilaya de l'Assaba face aux catastrophes et dangers multiples en Mauritanie »	Elaboration d'un schéma de remontée de l'information des instances mises en place par le projet (SCAP RU et OSV) et de connexion de structures aux systèmes nationaux d'alerte précoce.
Juillet à octobre 2018	PNUD Mauritanie pour le Projet Sécurité Humaine « Renforcer la résilience et la sécurité humaine des communautés vulnérables en milieu urbain à travers la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 ».	Appui à l'évaluation des risques de catastrophes au niveau de 5 communes (T. Zeina, Rosso, Boghé, Kaédi et Tintane) et élaboration de 3 plans de résilience au niveau de Rosso, Kaédi et T. Zeina.
Septembre/octobre 2016	Bureau Lannaya consult Ouagadougou pour le compte de l'OCDE	Réalisation d'une collecte de données sur les projets et programmes de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Mauritanie
Juin/juillet 2016	BCR Mauritanie pour le compte de la Banque Mondiale	Participation comme consultant évaluation des coûts à la stratégie de développement du pôle de compétitivité halieutique de la zone franche de Nouadhibou
2016	CILSS/OCDE	Consultant national Mauritanie pour la Cartographie des projets et programmes de Sécurité Alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest
1999	OMPI	Les avantages et les inconvénients de l'application de l'accord sur

		les Aspects de la Propriété Intellectuelle qui touchent le commerce signé dans le cadre de l'OMC
Février 1997	CILSS	Etude pour le montage de la composante nationale du PREGEC
1997	Projet MAU/005 appui au SECF.	Etude sur les perspectives de participation des coopératives féminines à l'amélioration du revenu et des l'emploi des femmes
1996	Projet Informations Rurales (projet MDRE/FAO°	Etude sur le marché céréalier en Mauritanie, les stocks et les flux
1996	Projet Santé-Population (Secrétariat d'Etat à la condition féminine / Banque Mondiale)	Etude pour la réalisation de 40 microprojets générateurs de revenus (Assaba, Hodh Echagui, Brakna et Guidimakha )
1994	Cellule OMVS	Etude sur les coûts de production, de transformation et de commercialisation du Paddy en Mauritanie
1985	Mémoire de maîtrise (Université Mohamed V)	L'utilisation du multiplicateur matriciel de Leontief pour identifier le secteur dont le développement permet le plus d'entraînement à l'ensemble de l'économie : Etude d'un cas
Participation de 1988-2008 à plusieurs productions	CSA /secteur Céréaliier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentant le CSA à la finalisation des études sur la filière céréalière qui ont conduit au désengagement de l'Etat du marché céréalier 1988</li> <li>- Coauteur du document ayant débouché sur la première restructuration du CSA en 1992</li> <li>- Participation aux évaluations et à l'élaboration des différents documents de pays de pays du PAM en Mauritanie</li> <li>- Participation à l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'appui de l'Union Européenne au CSA(PACSA) pour 18 millions d'euros 1999</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception et mise en place d'un Observatoire de la Sécurité Alimentaire au CSA et son directeur durant la première année d'existence</li> <li>- Conception exécution des projets : « Programme de microprojets Vivre Pour le Progrès financé pour un milliard d'ouguiya sur une aide alimentaire américaine et cogéré avec l'Ambassade des Etats Unis à Nouakchott » et « Projet de Réduction de la Pauvreté, de soutien à la Sécurité Alimentaire et de Lutte contre la Malnutrition dans les wilayas du Nord » financé par la coopération italienne pour 4 millions d'euros »</li> </ul>
--	--	--

## VI. Stages et séminaires

Lieu	Durée	Organisateur	Thème
Etats unis d'Amérique (Etats de Washington DC, du Vermont, de l'IOWA et de l'Utah)	Du 13/11 au 04/12/2010	Le Programme « International Visitor » du Département d'Etat américain	Les centres d'intérêt de sécurité alimentaire aux Etats Unis pour des responsables étatiques du secteur dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord
Genève (Suisse)	01/07 au 27/08 /1999	L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle OMPI	L'impact de l'accord sur les ADPIC (signé dans le cadre de l'OMC) sur les pays en voie de développement.
Blida (Algérie)	01 au 10/06/1993	L'Organisation Arabe de Développement Agricole OADA	Les pertes de céréales avant récoltes : les causes et les moyens de les minimiser

Caire (Egypte)	01/12 au 30/12/1993	GTZ	L'élaboration et l'évaluation des projets de développement en milieu rural
Casablanca , Rabat, Oujda et Wazzan (Maroc)	01/11 au 25/12/1992	Le Laboratoire Public des Etudes et Essais de Casablanca	Stage les barrages colinéaires
M'bour (Sénégal)	01/04 au 12/04/1989	GTZ	L'utilisation de l'outil informatique dans les bureaux céréaliers
Dakar, Bamako, Niamey	Assister à une réunion annuelle de 1998 à 2000	CILSS	La situation alimentaire les bilans et les céréaliers annuels de la sous-région en tant que Directeur de l'OSA du CSA
Rome	Assister de 2008 à 2012	PAM	La réunion annuelle du conseil d'administration du Programme Alimentaire Mondial en tant Directeur des Programmes du CSA

**CV certifié sincère**